

Communiqué Pour diffusion immédiate

Rendez-vous de la solidarité : Plusieurs groupes communautaires quittent la consultation et tiennent une consultation parallèle

Rouyn-Noranda, lundi 7 décembre 2009 – Plusieurs représentants et représentantes d’organismes communautaires de même que la CSN et la FTQ ont quitté la salle où se tenait la « *consultation* » régionale pour le deuxième plan de lutte à la pauvreté du gouvernement du Québec. Immédiatement après les discours conventionnels, Mme Martine Dion, porte-parole de la Table d’action contre la pauvreté d’Abitibi-Témiscamingue (TACPAT), a pris la parole pour expliquer les raisons motivant ce geste (voir le texte en annexe). Elle s’est ensuite levée pour sortir, imitée par une dizaine de personnes qui sont allées rejoindre les 75 manifestants et manifestantes qui se trouvaient à l’entrée du Centre des congrès de Rouyn-Noranda. Les membres de la TACPAT avaient pris soin d’écrire un texte expliquant leur geste (annexe 2) et d’amener avec eux les 9856 cartons amassés en Abitibi-Témiscamingue pour supporter leur revendications. Ils ont aussi déposé une copie des 156 lettre d’appuis (dont celle de la Conférence régionale des élus) amassés pendant la campagne Mission collective : Bâtir un Québec sans pauvreté. Réunis au Centre Bernard-Hamel, les manifestants et manifestantes ont ensuite procédé à l’écriture d’une « *Déclaration commune* » par les personnes vivant en situation de pauvreté exclues de la « *consultation* » et qui sera rendue publique au courant de la journée.

Les raisons de ce retrait longuement tiennent autant sur la forme, sur l’absence de réponse donnée par le cabinet du ministre à des demandes de modification qu’au contexte politique actuel où le gouvernement québécois prépare les esprits à des hausses de taxes et de tarifs qui toucheront d’abord les personnes en situation de pauvreté.. Rappelons que le document de « *consultation* » des *Rendez-vous de la solidarité* repose sur *l’approche territoriale intégrée* qui invite les milieux à se mobiliser dans la lutte à la pauvreté **sans jamais engager le gouvernement dans des mesures structurelles** (augmentation des prestations de la sécurité du revenu, du salaire minimum, construction de logements sociaux, etc). Le retrait des « consultations » ne vise nullement les intervenants régionaux qui sont demeurés à l’intérieur. Rappelons, en terminant les demandes de la TACPAT :

- L’accès à des services publics universels de qualité ;
- le relèvement du salaire minimum de façon à permettre aux travailleurs et aux travailleuses de sortir de la pauvreté;
- la hausse des protections publiques pour assurer des conditions de santé et de dignité à toute personne qui n’a pas un revenu suffisant soit 13 267\$/an pour 2007. Ce chiffre correspond à la mesure du panier de consommation établie par Statistique Canada.

« Il va sans dire que nous comptons sur MM. Corbeil et Bernard pour faire cheminer au gouvernement du Québec ce message qu’ils connaissent depuis longtemps.

-30-

Source : Martine Dion Porte parole de la TACPAT (819) 797-2245

La Table d’action contre la pauvreté de l’Abitibi-Témiscamingue est composée de la Table en sécurité alimentaire de la MRC Vallée-de-l’Or, de la Table des centres de femmes, du Regroupement d’éducation populaire, du Regroupement de femmes de l’A-T, du Regroupement d’entraide des personnes assistées sociales, du Point d’appui, d’Alternative pour elles et de la Corporation de développement communautaire d’Amos, du Regroupement d’entraide sociale du Témiscamingue, du Centre Bernard-Hamel et de la Maison St-André avec le support des organisateurs communautaires des Centres de santé et de services sociaux de l’Abitibi-Témiscamingue.

Texte lu par Mme Martine Dion

Les Rendez-vous de la solidarité poursuivent leur tournée québécoise pour faire maintenant un arrêt en Abitibi-Témiscamingue. Nous souhaitons la bienvenue à la ministre Lise Thériault et espérons que le message des groupes membres de la Table d'action contre la pauvreté de l'Abitibi-Témiscamingue puisse être clairement compris. Les organismes que nous représentons travaillent au jour le jour avec les personnes en situation de pauvreté. Tous sont d'accord pour affirmer que ce ne sont pas des mesures de maquillage qui pourront emplir les réfrigérateurs à la fin du mois. Il nous faut, dès à présent, rappeler les demandes du Collectif pour un Québec sans pauvreté, qui sont nôtres depuis plus de deux ans :

- L'accès à des services publics universels de qualité ;
- La hausse du salaire minimum de façon à permettre aux travailleurs et aux travailleuses de sortir de la pauvreté;
- la hausse des protections publiques pour assurer des conditions de santé et de dignité à toute personne qui n'a pas un revenu suffisant soit 13 267\$/an pour 2007. Ce chiffre correspond à la mesure du panier de consommation établie par Statistique Canada.

Ces demandes sont reprises partout au Québec. Elles ont également été appuyées par 156 organisations de l'Abitibi-Témiscamingue, dont la Conférence régionale des élus, et quelques 9856 personnes.

Pour nous, sans de telles mesures, couplées avec un vigoureux investissement adéquat du gouvernement québécois en logement social, nous sommes convaincus qu'aucune *approche* ne pourra faire autre chose que jouer le rôle d'un « *plaster sur une jambe de bois* ».

CONCERNANT LA RENCONTRE D'AUJOURD'HUI

Nous avons écrit en octobre, au ministre Hamad, une demande de modifications au déroulement du *Rendez-vous de la solidarité* en l'Abitibi-Témiscamingue. Cette demande est restée lettre morte et n'a même pas reçu d'accusé de réception.

Outre les conditions très difficiles de l'exercice d'aujourd'hui, dont un manque flagrant de temps alloué aux discussions et le préjugé favorable des documents à l'approche territoriale intégrée (ATI), nous n'avons même pas été en mesure d'obtenir la liste des personnes invitées! *Les Rendez-vous de la solidarité* nous apparaissent donc être davantage une commande politique, imposée par la nécessité d'avoir l'air de « consulter » en vue du deuxième plan de lutte à la pauvreté, plutôt qu'une véritable consultation. Nous sommes déçus au plus haut point de cette façon de procéder.

Voilà la raison pour laquelle nous invitons les organisations qui le veulent à quitter *Les rendez-vous de la solidarité* d'Abitibi-Témiscamingue. Nous avons tout de même fait nos devoirs et vous soumettons nos réponses à une grande partie des questions du cahier de consultation. Nous les remettons à la ministre parce qu'il ne nous est pas possible d'en faire le résumé en deux minutes... Il est entendu que nous poursuivrons notre travail avec tous les intervenants intéressés de la région mais dans un cadre moins contraignant que celui d'aujourd'hui.